

Bordeaux, le 18 Juin 1940.

A Monsieur le Président de la République

Monsieur le Président,

Les signataires de cette lettre, anciens Polytechniciens, vous demandent de bien vouloir les excuser de s'adresser directement à vous, à titre personnel. Mais, ils sont tellement bouleversés par les conséquences redoutables que comporterait la signature d'un armistice, qui consacrerait l'effondrement et aliénerait la liberté ultérieure de notre pays, que, pour tenter d'en écarter le danger, ils éprouvent l'impérieux besoin d'élever la voix devant le patriote et le camarade qui préside aux destinées du Pays.

Ils pensent que la signature d'un tel armistice mettrait à la discrétion absolue de l'Allemagne et pour toujours la puissance totale de l'Empire Français.

Sur des promesses, certainement fallacieuses, de maintenir une intégrité territoriale partielle de la Métropole, la France se verrait en effet arracher sa marine encore intacte, son armée d'outre-mer, son aviation et son empire colonial, en bref, tout ce qui reste encore hors de la portée de l'Allemagne.

Les soussignés estiment donc que dans les malheurs présents, la seule solution serait, puisque malheureusement le

.. /

territoire métropolitain semble ne plus pouvoir être défendu par nos armées de terre, de laisser l'ennemi occuper ce territoire, de transporter le Gouvernement dans le prolongement de la France que représente notre Afrique du Nord, d'y rassembler, à côté de l'armée qui y réside actuellement, tous les éléments qui pourront être sauvés, notamment le contingent en instruction, une partie de nos armées encore intactes et l'aviation, de maintenir l'association étroite de notre marine avec celle de la Grande-Bretagne. Il faut déclarer aux anglo-saxons que nous n'acceptons pas une capitulation qui violerait nos engagements, et qu'en retour nous leur demandons non seulement de nous fournir toutes les armes que nous ne pourrons plus fabriquer, mais de venir en aide aux soldats de la France, pour la rétablir dès que les circonstances le permettront. La France y trouvera un prestige moral immense, et pourra conserver la foi dans un redressement, même lointain.

Certes, ils ne s'illusionnent pas sur les souffrances qu'une telle solution imposera à la population métropolitaine, ~~et~~ dont ils pensent bien faire partie eux-mêmes. Mais ces souffrances seront supportées, car notre peuple comprendra que cette solution sauve l'honneur, qu'elle montre la France tenace, digne de survivre ^{et/} de mériter finalement, après de dures et longues épreuves, son rétablissement de grande nation.

Lettre signée par :

M. Jean BECQUEREL
M. CARTERON
M. André LEAUTE

M. LOISEAU

Professeur au Museum
Industriel
Professeur à l'Ecole Polytechnique
Inspecteur au Conservatoire
des Arts & Métiers.

et remise le 19 Juin 1940 à M. le Président de la République.